

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1239 du 26 mai 2015 | www.libres.org

Hebdomadaire 1€

1981-2015 | 35ème année de parution



SOMMAIRE DU N°1239

EDITORIAL : Le délire égalitaire pp.1-2

CONJONCTURE : La croissance en Afrique : mythe ou réalité ? p. 3

ACTUALITES : Colloque de Paris : les catastrophes se profilent à l'horizon p. 4

- Des espagnols qui rêvent à la Grèce p. 5

- En effeuillant les libertés p. 5

ACTUALITE DU LIBERALISME : pp. 6-7

LU POUR VOUS : p. 8

Le délire égalitaire

Après le « rapport » Picketty, voici maintenant l'OCDE qui propose un classement sur les inégalités sociales, qui place la France en mauvaise position : le pays où les pauvres s'appauvrissent parce que les riches s'enrichissent.

Il est indispensable de voir de l'inégalité partout, les médias et la classe politique s'en régale. En voici dans l'école, et c'est pourquoi il faut faire la réforme des collèges : « *les fils d'ouvriers sont aujourd'hui pénalisés* », a-t-on argumenté. En voilà dans le pouvoir d'achat : au lieu d'imposer l'austérité, dont seuls souffrent les ménages déshérités, il faut

revenir à une redistribution plus généreuse et faire supporter les sacrifices à ceux qui ont les moyens. En voilà encore dans les relations entre hommes et femmes : pourquoi des écarts de salaires de cette importance, pourquoi des discriminations suivant le « genre », alors que le mariage et l'enfant doivent être pour tous ? En fait, l'égalitarisme est une excellente façon de lutter contre le système économique et contre la société injuste qu'il engendre. C'est aussi un prétexte pour procéder à des réformes de nature à déstructurer le pays, à détruire la famille, la justice, la propriété, l'enseignement. >>

Abonnements et commandes

Vous avez été nombreux à nous demander de vous abonner, vous réabonner à la Nouvelle Lettre ou de passer vos commandes d'ouvrages en ligne. C'est chose faite ! Nous conservons également la possibilité d'imprimer le bulletin d'abonnement à nous retourner par courrier avec votre règlement.

Abonnement et paiement en ligne

Bulletin d'abonnement

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

www.libres.org

Finalement, on comprend bien le savant équilibre que recherche le gouvernement : d'un côté, pour calmer les classes moyennes et Bruxelles, quelques réformes économiques de façade – la loi Macron est présentée comme une inflexion spectaculaire de la politique ; d'un autre côté, pour apaiser la gauche et les frondeurs, le sale travail de déstructuration. C'est Taubira et Vallaud Belkacem plus Macron et Valls.

Or l'égalitarisme est une fable tragique. C'est une fable puisque la mesure des inégalités est faite d'artifices. Picketty lui-même a battu sa coulpe et a reconnu les erreurs de sa magistrale démonstration. Les chiffres de l'OCDE ne sont pas significatifs quand ils comparent des choses qui ne sont pas comparables : ignorance du « coin fiscal » (écart entre nominal et net), des aides en nature (accès au logement, allocations diverses, etc.), de la structure des familles. Enfin, le projecteur braqué sur les inégalités oublie deux choses fondamentales.

La première est que ce n'est pas l'inégalité qui importe, mais la promotion. Il y aura toujours des riches et des pauvres, mais l'essentiel est de savoir quelles chances ont les pauvres de devenir riches ; que l'ascenseur social soit bloqué en France et que des millions de Français aient perdu l'espoir de vivre mieux, c'est plus important que de savoir s'il y a aujourd'hui des riches et des pauvres. Il n'y a plus chez nous « l'équivalent du « rêve américain », cette puissante impulsion qui a poussé des millions d'étrangers (comme mes grands parents italiens) à émigrer vers la France. Une éducation qui travaille au nivellement par le bas, une fiscalité qui ruine ceux qui réussissent et épargnent, une redistribution qui subventionne l'absentéisme, la tricherie, et qui enracine le peuple dans l'assistanat : voilà de quoi créer de nouveaux pauvres. L'inégalité ne peut se déduire de mesures statiques.

**« Le rêve des pauvres :
devenir riches »**

l'équivalent du « rêve américain »
impulsion qui a poussé des millions d'étrangers (comme mes grands parents italiens) à émigrer vers la France.
Une éducation qui travaille au nivellement par le bas, une fiscalité qui ruine ceux qui réussissent et épargnent, une redistribution qui subventionne l'absentéisme, la tricherie, et qui enracine le peuple dans l'assistanat : voilà de quoi créer de nouveaux pauvres. L'inégalité ne peut se déduire de mesures statiques.

La deuxième chose est que l'inégalité n'est pas a priori une tare. Hayek l'a fortement souligné (*Le mirage de la justice sociale*) : les riches sont souvent porteurs d'innovation, parce qu'ils peuvent se permettre d'explorer des voies hors de portée de la plupart des gens, Aux Etats Unis, les gens qui se sont enrichis sont des entrepreneurs, des créateurs : leur promotion vient des services rendus à la communauté. C'est ainsi que le capitalisme permet d'engendrer le progrès social : le profit prend son sens et sa légitimité parce qu'il crée de la richesse pour tous.

Mais il s'agit du vrai capitalisme, fondé sur la libre entreprise et le libre échange. Or en France c'est souvent l'argent public qui enrichit, chez nous règne le capitalisme de connivence, né de l'alliance du monde des affaires et de la classe politique, qui assure des rentes et privilèges injustifiés. Bastiat le disait : « *Je ne crois pas que le monde ait tort d'honorer le riche ; son tort est d'honorer indistinctement le riche honnête homme et le riche fripon.* » Chez nous les fripons sont nombreux, comme dans tout régime étatisé. L'égalitarisme se nourrit de cette tare. Ainsi naît l'idée que l'économie est un jeu à somme nulle, les uns ne gagnant qu'aux dépens de ceux qui perdent – une idée en phase avec la propagande marxiste qui sème la haine contre les possédants, les patrons et les actionnaires.

« Nouveaux pauvres, nouveaux riches : l'Etat est passé par là »

de la classe politique, qui assure des rentes et privilèges injustifiés. Bastiat le disait : « *Je ne crois pas que le monde ait tort d'honorer indistinctement le riche honnête homme et le riche fripon.* »

Notre devoir est de lutter contre cette propagande, de faire connaître la vérité sur les vraies et les fausses inégalités, d'éviter l'affrontement généralisé, d'arracher l'envie du cœur d'un peuple qui ne cesse de regarder dans « le jardin du voisin » (Fourastié en écho de Tocqueville). Je salue comme une première étape de cette croisade l'initiative de Bernard Zimmern et de son Institut qui tiendra à Paris prochainement un colloque sur « L'imposture Picketty : les riches sont-ils le problème ou la solution ? ». Politiquement corrects s'abstenir.

Jacques Garello

La croissance en Afrique : mythe ou réalité ?

Les nouvelles d'Afrique ne sont pas bonnes : les islamistes occupent un bon tiers des terres, les populations fuient vers l'Europe. L'Afrique du Sud, jusque là économie pilote, est en stagnation. Pourtant, certains analystes, comme ceux de la Banque Africaine d'Investissement (BAI) et de l'OCDE, parlent d'une « accélération », au point que Le Figaro Economie titre aujourd'hui sur cette note optimiste. En fait, les perspectives sont moins riantes. En cause : le contexte politique.

Des rythmes de croissance impressionnants

Les taux de croissance annoncés par la BAI sont impressionnants, surtout si on les compare aux médiocres performances européennes : 4,5% cette année, après 3,9 en 2014 et 3,5 en 2013. On enregistre des taux supérieurs à 6% dans plusieurs pays : la Côte d'Ivoire (7,9), le Mozambique (7,5), la Tanzanie (7,4) et la Zambie (6,5). Une belle performance est attri-

buée à la République Démocratique du Congo et au Tchad (avec 9% de croissance du PIB). La palme revient à la Libye avec 14,5%.

Donc ces chiffres, pour spectaculaires qu'ils soient, n'ont pas en eux une grande valeur : le niveau de PIB est tellement faible que la moindre hausse est considérée comme un grand bond en avant.

Des changements réels

Mais la BAI ne fait peut-être qu'anticiper une évolution que d'autres ont perçue, telle la Banque Mondiale ou la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Et des changements réels se sont produits en Afrique depuis plusieurs années. Tout d'abord, les ressources naturelles ont été mieux répertoriées et certaines d'entre elles sont déjà exploitées. Il s'agit des ressources minières, ou forestières, touristiques, et sur-

tout du pétrole. Nigeria, Angola, Côte d'Ivoire, Gabon abritent des gisements (notamment off shore) considérables et l'Afrique fournit déjà un sixième de la production mondiale de brut.

Un autre changement est l'intérêt des investisseurs pour mener des projets de grande envergure. Les Chinois, après leur incursion en Algérie, sont maintenant partout, construisent les immeubles, les infrastructures et transforment certains pays en colonies de peu-

D'autre part, le passage d'une économie de subsistance à une économie marchande monétisée fait entrer dans les statistiques des régions entières jusque là ignorées de la comptabilité nationale. On comprend le zèle de la BAI, puisque sa mission est d'accompagner le développement africain, mais on ne saurait tenir ces taux pour réalistes voire même fiables.

Les Américains, longtemps insensibles au sort de ce continent, commencent à en comprendre les potentialités. Les Français sont toujours là, bien que leur présence politique et militaire en Afrique tropicale et équatoriale les cantonne à des rôles de policiers ou de médecins plutôt que d'entrepreneurs. Seuls le Maroc et à un moindre titre le Gabon, la Côte d'Ivoire et les deux Congo sont en partenariat économique avec la France.

Le fléau politique

C'est le fléau politique qui depuis un demi-siècle a empêché les Africains de voir émerger une économie dynamique et stable. Les « jeunes nations », comme disait François Perroux, le grand fossoyeur de l'Afrique francophone, ont été créées de toutes pièces, à quelques exceptions près (comme le Maroc). La décolonisation a dessiné des frontières artificielles, mêlant des populations très

diverses, les traditions et structures tribales ayant survécu à l'administration « à la française ». Les droits de la propriété foncière et de la libre entreprise étaient mal définis et peu respectés. Dans ce contexte, le pouvoir politique a pris de l'importance et les militaires ont installé leur loi, en attendant que d'autres militaires les chassent. A cette instabilité politique s'est ajouté depuis cinq ans

au moins le fanatisme religieux. Des peuples entiers ont enduré de vrais martyres, comme au Darfour, dans la Corne africaine, et maintenant en Libye et au Sahel.

Dans ces conditions, le capital humain s'est dégradé, s'est souvent exilé et l'on trouve la jeunesse africaine dans les universités françaises, européennes et de plus en plus américaines.

L'espoir d'une Afrique entrepreneuriale

Si la vie politique se stabilisait, si la liberté et l'état de droit s'installaient, nul doute que les jeunes africains et les investisseurs étrangers feraient un pari gagnant sur le développement africain. Seule l'intégration des économies dans le commerce mondial est de nature à faire émerger le potentiel

réel de l'Afrique. Pendant un demi-siècle, les pays riches ont cru aider l'Afrique à travers l'aide publique, qui n'a profité qu'aux dictateurs. Le « socialisme helvète-africain » a sévi pendant tout ce temps. A Bill Clinton qui proposait au Caire une nouvelle voie pour l'Afrique, « *Trade, not aid* »,

Jacques Chirac avait tout naturellement répondu « *Aid, not trade* » ! Ce n'est qu'en instaurant la loi du marché et l'investissement privé qu'une génération d'entrepreneurs pourra féconder ce continent ; il en va du développement de l'Afrique comme de la paix dans le monde. •

Colloque de Paris : les catastrophes se profilent à l'horizon

Le Vatican se prépare pour le « COP 21 » : suffocant !

En matière d'écologie on peut toujours s'attendre au pire. Et sans doute le colloque de Paris, grande initiative humanitaire de François Hollande, sera-t-il un

Une déclaration suffocante

Un exemple nous vient de haut, puisqu'il s'agit du Vatican. L'Académie Pontificale des Sciences a organisé fin avril une « conférence internationale et interreligieuse sur le changement climatique », suivie d'une déclaration publiée en mai – peu commentée en France si ce n'est par La Croix qui en a fait l'éloge. Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a prononcé le discours d'ouverture et a déclaré mettre tout son espoir dans le sommet de Paris pour obtenir un accord mondial sur le climat.

Protéger l'environnement contre l'homme ou grâce à l'homme ?

Heureusement tout est faux. Les manipulations et mensonges du GIEC ont été reconnus il y a plusieurs années déjà, la communauté scientifique mondiale estime que la mesure de la température de la planète est incertaine voire impossible. Lier la fréquence des tremblements de terre, des ouragans et des inondations aux dérèglements climatiques n'est pas sérieux. Quant à l'effet de la main de l'homme sur les changements climatiques, il est contredit par l'alternance

Des pasteurs dans l'air du temps

Il est surprenant que des personnalités religieuses (le colloque était interreligieux) aient dans l'idée que l'homme est destructeur alors que la nature est créatrice. Le néo-paganisme des écologistes a déteint sur les pasteurs qui ont trop respiré l'air du temps (la vraie pollution est intellectuelle). Pour les chrétiens, l'Esprit Saint serait-il moins puissant que l'idéologie marxiste et la philosophie postmoderne ?

vrai sommet du pire. Mais le pire ne viendra pas seulement des Verts, professionnels de l'anti-système : contre la croissance, la mondialisation, le capitalisme, les

Voici le début de la déclaration finale, rédigée sous la houlette du président du Conseil Pontifical « Justice et paix », son Eminence le cardinal Peter Tuckson :

Nous, soussignés, nous sommes réunis à l'Académie pontificale des sciences sociales pour aborder les défis que représentent le changement climatique induit par l'homme, l'extrême pauvreté, la marginalisation sociale, ainsi que la traite des êtres humains, dans le contexte du développement durable [...]. Nous avons examiné les preuves scientifiques accablantes

d'ères de glaciation et de réchauffement depuis des dizaines de milliers d'années. Enfin, les signataires mêlent des considérations sociales et économiques à de fausses observations physiques ; la misère, les inégalités et l'esclavage sont essentiellement le fait des dictatures, la liberté n'a jamais détruit l'être humain.

Que l'environnement naturel puisse être dégradé par certaines techniques en cours aujourd'hui dans l'agriculture ou l'industrie, qu'il existe des pollutions, des

Si maintenant on s'arrête aux interventions de quelques-uns des participants, on pourra admettre que toute limite peut être dépassée, certains allant jusqu'à prescrire l'eugénisme et à vanter le concept de genre, de nature à freiner la croissance démographique « dans les pays riches ».

C'est dans ce triste contexte que l'on attend la prochaine encyclique du Pape François sur la

Etats Unis. Il faudra aussi s'habituer aux sornettes de beaucoup de personnes de bonne foi mais qui, victimes de leur ignorance, hurlent avec les loups.

relatives au changement climatique induit par l'être humain, à la réduction de la biodiversité et à la vulnérabilité des pauvres face aux chocs économiques, sociaux et environnementaux.

Dans ces quelques lignes, tout y est : le réchauffement climatique est scientifiquement établi et mesuré, ce changement est induit par l'homme, qui a créé pauvreté, marginalisation sociale et traite des êtres humains, détruisant ainsi toute chance d'un développement durable.

disparitions d'espèces et d'essences, nul ne saurait le nier. Mais il y a des procédés (ou on en trouvera sous la pression des nuisances) qui permettent de supprimer ou de maîtriser ces « externalités », ces scories du développement. Le remède le plus efficace est celui de la mise en responsabilité personnelle des êtres humains, par l'éducation, par des droits de propriété bien définis, par la définition de biens communs (comme l'a démontré Elinor Ostrom, prix Nobel 2009).

question. Ban Ki-moon lui a rendu une longue visite et les nouveaux conseillers du Vatican ne sont plus dans la ligne de Saint Jean Paul II ou de Benoit XVI : on revient à Paul VI.

On pourra lire avec profit le livre de Vaclav Klaus, économiste qui a été président de la République Tchèque de 1990 à 2013, préfacé par J. Garello « Planète bleue en péril vert », publié en 2011 (commander le livre sur le site libres.org).

Des espagnols qui rêvent à la Grèce

Comment expliquer le succès de Podemos ?

Après le succès de David Cameron, nous avons ici même soutenu que les gouvernants qui ont le courage de faire des réformes sont quasiment assurés d'être réélus. Or, le gouvernement Rajoy vient d'essayer une défaite cuisante. Il avait pourtant réussi à « inverser la courbe du chômage » dont le taux est passé pour la première fois depuis huit ans en dessous de 25 % (mais un jeune sur deux est chômeur) et à envisager une reprise de la croissance à plus de 2%. C'était au prix d'une austérité réelle, qui a concerné les services publics et a donc diminué beaucoup de prestations sociales et d'interven-

tions publiques. Chez nous l'austérité a consisté à augmenter les impôts et cotisations.

On laisse entendre que le Parti Populaire de Rajoy a perdu des voix essentiellement à cause des nombreux scandales politico-financiers qui ont éclaté au cours des derniers mois. Il faut cependant remarquer que le PP est arrivé en tête dans presque toutes les régions et villes, à l'exception notable de Barcelone et Madrid où Podemos a toutes chances de l'emporter après alliance avec le Parti Socialiste (PSOE), autre grand perdant de la consulta-

Et Podemos ?

Les « indignés » sont assez comparables à nos soixante huitards : des jeunes, en général étudiants et chômeurs, bien endoctrinés et encadrés par une gauche extrême qui se reconnaît dans la Grèce actuelle. Ne plus subir l'austérité (dépenser un argent qu'on n'a pas) rompre avec Bruxelles, endetter le pays mais sans vouloir rembourser. Les indignés espagnols suivent le conseil de Stéphane Hessel : « indignez-vous », révoltez-vous contre le système, les riches, les dirigeants, la mondialisation et...les inégalités. •

En effeuillant les libertés

Après d'autres organismes publics, la CAF fouille les comptes bancaires

La vie privée ne résiste pas longtemps au zèle administratif. L'Etat Providence évolue naturellement vers l'Inquisition d'Etat. Depuis une semaine on sait que les Caisses d'Allocations Familiales ont le droit de consulter les comptes bancaires de leurs assujettis. Cette consultation peut être orientée vers des personnes soupçonnées de fraude ou pratiquée « au hasard », par sondage. Un tel privilège existait de longue date pour le fisc, dont les agents peuvent entrer dans les comptes bancaires des contribuables, et le font souvent sur simples dénonciations anonymes. La loi sur le renseignement donne aussi au personnel des services de sécurité la possibilité de mettre sur écoute ou de pénétrer dans les courriels des personnes qui pourraient

menacer la nation. Enfin, il est question désormais de prélever les impôts à la source : déjà inquisitorial, voici que l'impôt sur le revenu deviendrait de plus tutélaire : le percepteur se sert lui-même sur vos gains et salaires.

Nous ne sommes pas naïfs : il y a des fraudeurs, il y a des terroristes, il y a des brigands et des escrocs. L'Etat a pour mission de garantir la sécurité et de protéger les personnes et les biens. C'est même l'une des rares missions régaliennes. Cependant on peut observer qu'il est plus habile à poursuivre des Français moyens dont les délinquances sont mineures et détruisent surtout l'argent public, qu'à lutter contre les vrais criminels. On nous dit sans arrêt que les coupables « étaient connus des

services de police depuis longtemps », ou étaient récidivistes, ou en liberté conditionnelle. On observera aussi que l'Etat s'occupant de tout, multipliant les règlements, les allocations, les impôts, les subventions, les chances d'être en règle s'amenuisent un peu chaque jour. L'Etat providence devient l'Etat policier.

Dans un état de droit il y a des juges pour protéger les citoyens contre les abus de pouvoir. Mais l'état de droit devient illusoire dans la plupart des pays : l'escalade de l'arbitraire est bien amorcée. Eduquer les citoyens à la responsabilité, les libérer de la servitude politique : voilà comment prévenir la criminalité sous toutes ses formes, au lieu de voir un criminel derrière chaque citoyen. •

Quelles inégalités ?



« Les inégalités se sont creusées ». Cette affirmation appelle des commentaires de commisération ou de révolte. Mais quelles inégalités, creusées depuis quand ? Et pour quelles raisons ? Ces trois questions doivent recevoir une réponse sérieuse, au risque de rester dans le registre du sentiment ou de la propagande. Prix Nobel 2009, Amartya Sen a eu le mérite d'aller jusqu'au fond des choses et, en dépit de la différence des approches, ses conclusions rejoignent celles des théories du capital humain avancées par Friedman et Becker (Nobel respectivement en 1976 et 1992). Ceux qui parlent d'inégalités, y compris les propagandistes du socialisme, devraient s'astreindre à se poser la question préalable : quelles inégalités ?

Jacques Garello

La mesure statistique des inégalités

Faire œuvre scientifique en la matière n'est pas facile. L'observateur doit choisir quelles inégalités il veut mesurer et comment obtenir des données fiables. On débouche très vite sur des ambiguïtés et des impossibilités.

Inégalités entre qui ? Les choix qui s'offrent ici sont nombreux :

- *Individus ou ménages ?* Si l'on veut rendre compte du pouvoir d'achat, le ménage, en fonction des unités de consommation, est plus significatif que l'individu.

- *Catégories socio-professionnelles ?* En France, cette recherche a eu la préférence de l'INSEE pendant longtemps, jusqu'à ce qu'on se rende à l'évidence : les catégories ne sont pas homogènes. Il y a des paysans ou des retraités très riches et d'autres très pauvres, la moyenne n'est pas significative. Pour affiner la mesure, on doit recourir à une classification entre 486 professions regroupées en 42 postes. Cela a-t-il un sens ?

- *Catégories statistiques ?* Individus, ménages, ou CSP sont eux-mêmes étalonnés suivant les déciles ou centiles de la distribution. On compare souvent premier et dernier déciles (10 % les plus « pauvres » et 10 % les plus

« riches ») sachant que ces déciles extrêmes sont peu homogènes et leur mesure peu fiable. On utilise aussi l'indice de Gini : quel est le pourcentage de la population totale qui reçoit quel pourcentage de l'ensemble de la « richesse » totale. Si 10 % les plus riches ont 90 % de la « richesse » la distribution est très inégalitaire. La comparaison entre moyenne et médiane permet aussi de repérer les distributions « normales » (Laplace) des autres.

Inégalités de quoi ?

- *Revenus bruts ou disponibles ?* L'écart est évidemment considérable, notamment dans des pays comme le nôtre où les prélèvements obligatoires peuvent représenter plusieurs mois de revenus. En sens inverse, les allocations et exonérations portent les revenus disponibles au-dessus des revenus bruts. C'est cet « oubli » des revenus de redistribution qui fausse les comparaisons, notamment entre ressortissants de pays dont le « modèle social » diffère.

- *Revenus monétaires ou en nature ?* Il est difficile, sinon impossible, de mesurer les revenus en nature. Certains sont repérables et chiffrables, comme les voitures, les appartements de fonction, les indemnités, etc..

Mais on estime parfois à 10 % du revenu monétaire des Français les biens et services que les gens se rendent à eux-mêmes ou à d'autres personnes. L'auto-consommation et l'auto-production prennent une importance considérable dans les pays pauvres, où les enclaves non monétisées sont nombreuses (pourrait-on vivre avec 1 dollar par jour ?)

- *Revenus marchands ou non marchands ?* La différence tient à l'importance du secteur public dans le pays considéré. Les services rendus par les fonctionnaires et agents publics se mesurent aux traitements qu'ils reçoivent.

- *Revenus ou patrimoines ?* On a souvent soutenu que dans certains pays (comme la France) les inégalités se réduiraient en termes de revenus mais augmenteraient en termes de patrimoines. Mais quels patrimoines prendre en compte ? Les biens immobiliers sans doute, mais quid des biens mobiliers, dont la valeur, si l'on excepte les actifs financiers, est encore plus approximative ? Et les diplômes font-ils partie du patrimoine ? Nous voici en présence d'un autre phénomène, plus important semble-t-il.

Les inégalités et le temps

Les mesures statistiques sont statiques ou méta statiques : des photos prises à des dates successives. A la date d'une photo, la mesure n'a qu'une signification médiocre : on ne sait pas s'il y a eu évolution et dans quel sens. Pour des photos prises à des dates différentes, la population observée n'est plus la même : entre temps il y a pu avoir rajeunissement ou vieillissement de la population, des incidents exogènes (crise économique, climatique, politique, épidémique) ont pu se produire.

Enfin et surtout, il faudrait pouvoir suivre une « cohorte » de personnes sur une longue période. De telles études sont rares et dif-

ficiles, elles supposent une infrastructure statistique importante. Aux Etats-Unis, il y a vingt ans un rapport (du US Census Bureau me semble-t-il) avait classé la population en cinq catégories en fonction de leur niveau de richesse et avait suivi l'évolution sur 25 ans. Au bout de 25 ans, 95 % des personnes de la catégorie 1 (la plus modeste) n'y figuraient plus, ayant franchi au moins un degré, et 20 % d'entre elles se trouvaient dans la catégorie 5 (la plus élevée). L'INSEE a également suivi trois générations de familles pour mesurer la mutation professionnelle : que sont devenus les enfants et petits-enfants d'une famille de paysans,

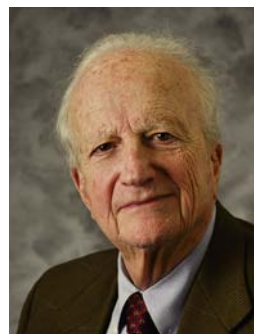
ou d'ouvriers, ou de médecins, etc.. La mobilité sociale était visible mais la promotion sociale ne pouvait pas être saisie avec plus de précision.

Il est donc visible que le temps modifie l'échelle des revenus et des patrimoines. Et la mesure de « l'ascenseur social » est certainement plus significative que la comparaison statique ou métastatique des inégalités. Le vrai problème est donc : quelles sont les chances pour les pauvres de devenir riches ? On sera toujours le riche ou le pauvre de quelqu'un d'autre, mais c'est la possibilité de monter dans l'échelle sociale qui est importante.

Capabilité et capital humain

C'est ici que les travaux de Sen ont un intérêt. Il mesure la « capabilité » c'est-à-dire la possibilité offerte à un individu de sortir de la misère, grande ou petite. Et il trouve la solution dans le calcul d'un Indice de développement humain (IDH), qui est devenu très heureusement une référence scientifique plus significative que la mesure des inégalités. L'ONU et d'autres organismes internationaux publient régulièrement les IDH de tous les pays du monde.

de leur niveau de formation et de santé.



Gary Becker, spécialiste de l'analyse économique de la famille, a démontré à son tour que c'est l'importance de la famille

et de son investissement dans l'enfant qui conditionne le développement économique.

Enfin, l'indice de liberté économique, inventé par Friedman et le Fraser Institute, publié chaque année par Heritage Foundation et le Wall Street Journal, fait nettement apparaître que les pays les plus libres sont aussi ceux où les inégalités de revenus sont les moins prononcées : la croissance rapproche les gens, le progrès se diffuse. Il en est tout autrement dans les pays où les gens sont

privés de liberté : la richesse est confisquée par la nomenklatura. Ces conclusions sont évidemment à l'inverse de celles des travaux frelatés et idéologiques de Monsieur Piketty...et de tous ceux qui se régalaient de la misère du monde pour se présenter en sauveurs et mieux alimenter l'indignation et la révolution, sources d'appauvrissement des plus pauvres.

Je ne saurais terminer ce tour d'horizon sans évoquer un autre problème, qui a été au cœur des débats entre Pareto, Arrow, Sen, Rawls, Hayek et les autres : quel est le degré optimal d'inégalité dans une société ? Personne à ce jour, si ce ne sont les égalitaristes français, n'a su répondre à la question. L'optimum collectif ou la « justice sociale » est une illusion, conclut Hayek.



Cela nous amène assez directement au concept de capital humain, développé par Milton Friedman

dès les années 1950. Les études de Chicago ont très vite établi un constat : les inégalités entre individus dépendent principalement



Le 15 Juin de 17h00 à 20h00



L'IRDEME et l'IREF

L'imposture Piketty : Les riches sont-ils le problème ou la solution ?

Maison de la Chimie
28, rue Saint-Dominique 75007 Paris

Le dernier ouvrage de Thomas Piketty, le Capital au XXIème siècle, a reçu un accueil considérable. Encensé par les partis de gauche, il leur offre une caution morale pour justifier plus d'interventions étatiques. Reste que ce combat pour l'égalité n'est rien d'autre qu'une imposture : la plupart des chiffres, graphiques et modèles utilisés sont truqués. Une telle mystification est d'autant plus dangereuse qu'elle bloque le progrès porté par l'innovation et les entrepreneurs, et donc la création d'emplois. Au final, ce discours ne fait que renforcer la pire des inégalités : le chômage.

PROGRAMME & INTERVENTIONS

- 17h00-17h10.** Accueil des participants (Institut de Recherches Economiques et Fiscales)
- 17h10-17h30.** *Mensonges et affabulations du « Capital au XXI ème siècle »*, Frédéric Georges-Tudo, journaliste économique, auteur de *Piketty, au piquet !*
- 17h30-17h50.** *Les riches sont essentiellement des entrepreneurs*, Nicolas Lecaussin, économiste
- 17h50-18h10.** *Idéologie : son incidence sur l'économie réelle à travers la fiscalité*, Jean-Philippe Delsol avocat fiscaliste et Président de l'IREF
- 18h10-18h30.** *T. Piketty est-il un économiste ?*, Alain Mathieu, président d'honneur de Contribuables Associés
- 18h30-18h50.** *Peut-on ignorer le prix du risque industriel ?*, Bernard Zimmern. Président d'honneur de l'iFRAP et fondateur de l'IRDEME
- 18h50-20h00.** Questions et discussions avec la salle

Contact et inscriptions

IRDEME Bernard Zimmern - Administrateur, 46 rue Poissonnière 75002 Paris
Téléphone : 0140137150 E-mail : contact@irdeme.org



22° Colloque du Centre d'Ethique Economique

ETHIQUE ET NUMERIQUE

18 et 19 Juin
Faculté de Droit et de Science politique, 13628 Aix en Provence Cedex 7

PROGRAMME ET INTERVENTIONS

Jeudi 18 juin (9h30 - 18h) « Gratuité » du numérique et éthique

Président de séance : **Pr Nicolas GRAVEL**, Directeur du GREQAM, AMU

Accueil des participants et ouverture du colloque par le **Doyen Philippe Bonfils**, Introduction par le **Pr Jean Yves Naudet**, *Le numérique aujourd'hui* par le **Pr Dominique AUGÉY**, *L'addiction à l'heure du numérique, un comportement rationnel ? Une analyse économique* par **Serge SCHWEITZER** (économiste), *Gestion des externalités numériques* par **Olivier BOMSEL** (Directeur de la Chaire des Medias), *Numérique et financement participatif (crowdfunding) : une nouvelle éthique ?* par **Marianne IISUKA** (expert européenne), *Les MOOCS, un enseignement libre et gratuit ?* par le **Pr Lucien RAPP**, Table ronde avec **Jean-Marie CHARON** (Sociologue, CNRS), **Damien FROSSARD** (Journaliste), **Anthony JAMMOT**, (La Provence.com), **Eric SCHERER** (Directeur de la stratégie numérique à France Télévisions).

Vendredi 19 juin (9h30 - 18h), Le numérique et la protection de la vie privée

Président de séance : **Pr Alexis BUGADA**, Vice-Doyen de la Faculté de Droit et de Science Politique, AMU

Quelle régulation pour une vie privée confrontée au numérique ? par le **Pr Hervé ISAR**, *Droit à l'oubli, e-reputation et numérique* par **Philippe MOURON** (Maître de conférences), *La conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle au regard des nouveaux outils numériques* par **Frédérique CHOPIN** (Maître de conférences), *Deux pouces et des neurones : la formation éthique de l'enfant à l'heure des réseaux sociaux* par **Nicolas MADELENAT di FLORIO** (chercheur associé), *Les monnaies électroniques (Bitcoin) mettent-elles en péril la souveraineté monétaire ?* par le **doyen Jean-Pierre CENTI**, *Numérique et raison d'Etat : doit-on tout savoir ?* par **Pierre SCHWEITZER** (consultant), *La gouvernance de l'internet : le politique menace-t-il le numérique ou est-ce l'inverse ?* par le **Pr Pierre GARELLO**, *Le numérique : vers une nouvelle économie et une nouvelle société ?* par **Pr Francis BALLE**

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

Tél : 04 42 17 28 73, mail : francoise.bensakkoun@univ-amu.fr ou fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr
Site Internet : www.centre-ethique.univ-cezanne.fr



Connaissance du libéralisme

pour ceux qui s'inquiètent pour la moralité du marché ou le matérialisme du capitalisme

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 5 €

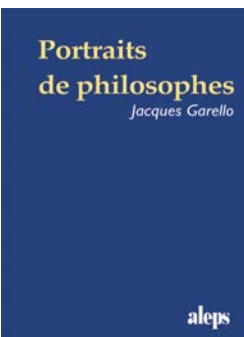


Se passer de l'Etat

à offrir à ceux qui craignent la disparition des écoles, des trains, de l'électricité, des théâtres, des musées et des stades

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



Portraits de philosophes

pour nous persuader que la dignité de l'être humain est au cœur d'une société de libertés

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



Portraits d'économistes

une aide précieuse pour protéger lycéens et étudiants contre la désinformation des manuels d'économie

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis au 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

BULLETIN DE COMMANDE

- | | | | | |
|--|----|---|----|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Connaissance du libéralisme | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits de philosophes | 5€ | Frais de port : 1 ouvrage 2€ |
| <input type="checkbox"/> Se passer de l'Etat | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits d'économistes | 5€ | A partir de 2 ouvrages 6€ |

NOMPrénom

Adresse

E-mail

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et nous les faire parvenir à
ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4